

Italie : pionnière en Asie centrale

Description

« L'Asie centrale a toujours été un pont. Les transformations et les changements que cette partie de la planète a connus au fil des siècles en ont fait ce qu'elle est aujourd'hui, une charnière entre deux continents, un point de contact entre l'Europe et l'Asie, un lieu de jonction entre des mondes autrefois très éloignés, mais désormais plus interconnectés que jamais. » C'est ainsi que la Première ministre italienne Giorgia Meloni a décrit l'Asie centrale lors du Forum international d'Astana, en mai 2025, affichant ainsi la volonté de Rome d'ouvrir un nouveau chapitre dans la région.

Les journées des 28, 29 et 30 mai 2025 ont marqué un tournant majeur dans les relations entre l'Italie et l'Asie centrale. Giorgia Meloni s'est d'abord rendue en Ouzbékistan, avant de prendre la parole au Forum d'Astana 2025 puis au premier sommet Italie-Asie centrale. Cet événement historique s'est tenu dans un contexte diplomatique régional complexe, déjà structuré par de multiples dynamiques et acteurs, dont l'Union européenne, la Russie et la Chine.



L'Asie centrale au cœur d'une Eurasie en recomposition

Après l'invasion d'ampleur de l'Ukraine par la Russie en 2022, plusieurs pays européens ont senti la nécessité urgente de diversifier leurs partenaires commerciaux et de sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, l'Asie centrale apparaît comme une alternative stratégique, riche en ressources naturelles et située sur un corridor essentiel du transport international, entre Europe et Asie. L'espace eurasiatique se redessine donc progressivement autour de la Russie qui, malgré sa puissance traditionnelle, a favorisé par sa politique l'émergence d'un vide géopolitique et commercial susceptible d'être exploité par d'autres acteurs.

Ainsi, la Route internationale transcaspicienne de transport, ou Middle Corridor, pensée dès 2014 et l'annexion illégale de la Crimée comme une solution pour contourner la Russie, gagne aujourd'hui en importance. Ce corridor, qui relie l'Europe à l'Asie en passant par le Caucase du Sud et l'Asie centrale, a été conçu comme une alternative stratégique au Corridor Nord. Cette évolution n'est toutefois pas neutre. La Chine, point d'ancrage oriental du corridor, s'est naturellement intégrée à ces échanges au sein des Nouvelles routes de la soie. Elle s'impose en Asie centrale non seulement comme un partenaire commercial majeur, mais aussi comme investisseur et maître d'œuvre de projets d'infrastructures, notamment au Kirghizistan et en Ouzbékistan, avec le projet de chemin de fer Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan, évalué à 6 milliards de dollars et destiné à renforcer la connectivité régionale.

Face à ces recompositions, les États d'Asie centrale cherchent à se positionner sur le marché mondial comme des fournisseurs fiables d'énergie, de gaz naturel et de terres rares, avec pour objectif de diversifier leurs alliances et de réduire leur dépendance historique à l'égard de Moscou. Les chefs d'État du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et du Turkménistan renforcent ainsi le format C5+1, plateforme diplomatique protéiforme destinée à consolider le dialogue entre les cinq pays et un partenaire extérieur, notamment les États-Unis, la Turquie ou d'autres acteurs internationaux stratégiques.

L'Italie, interlocuteur européen privilégié dans la région

En avril 2025, environ un mois avant le Forum d'Astana, l'Union européenne a franchi une étape importante dans ses relations avec l'Asie centrale en organisant à Samarcande son tout premier sommet avec les cinq États de la région. L'événement a permis de passer en revue l'ensemble des domaines de coopération actuels et futurs, qu'il s'agisse de l'économie, du commerce, de la transition énergétique, de la sécurité ou de l'innovation technologique.

Parmi les initiatives phares, le Corridor médian a occupé une place centrale dans les discussions. L'UE a confirmé son engagement en annonçant un investissement de 10 millions d'euros destiné à renforcer cet axe vital, consolidant ainsi son implication commerciale, diplomatique et géopolitique dans cette route d'échanges. Ces engagements s'inscrivent dans le cadre du *Global Gateway*, la stratégie européenne visant à promouvoir des connexions intelligentes, propres et sûres dans les secteurs du numérique, de l'énergie et des transports, tout en renforçant les systèmes de santé, d'éducation et de recherche à l'échelle mondiale. Dans le domaine énergétique en particulier, cette stratégie oriente naturellement l'attention européenne vers l'Asie centrale, dont les États figurent parmi les plus riches fournisseurs de ressources naturelles.

L'Italie a reconnu la souveraineté des pays d'Asie centrale dès 1992. La même année, le géant industriel ENI est devenu l'une des premières entreprises énergétiques étrangères à s'implanter au Kazakhstan, où il opère encore aujourd'hui sur des sites stratégiques tels que Karachaganak et Kashagan. L'Italie a investi environ 8 milliards de dollars dans le secteur énergétique kazakhstanaï au cours des vingt dernières années. Aujourd'hui, grâce à une confiance mutuelle dans ce secteur stratégique, l'Italie est le troisième partenaire commercial du Kazakhstan, derrière la Russie et la Chine.

Sur le plan diplomatique, l'Italie a également été pionnière en Europe, en organisant dès 2019 un dialogue en format 5+1 : le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Luigi Di Maio, a alors réuni à Rome ses homologues d'Asie centrale. Cette initiative a témoigné de l'intérêt de Rome pour la consolidation de partenariats non seulement avec le Kazakhstan, mais aussi avec les autres pays d'Asie centrale.

La visite dans la région de Giorgia Meloni en mai 2025 a illustré la volonté italienne de transformer ces partenariats en projets concrets et durables. Si les relations avec Tachkent sont moins étroites qu'avec Astana, l'Italie et l'Ouzbékistan ont établi depuis 2023 un partenariat stratégique visant à élargir les domaines de coopération, aussi bien dans un cadre bilatéral que multilatéral. Le Turkménistan et l'Italie entretiennent, pour leur part, des liens solides dans le domaine de la sécurité. En 2021, l'Italie a fourni l'équivalent de 35 % des importations d'armes d'Achgabat, y compris des armements lourds, et le PDG de Leonardo, l'un des plus grands groupes d'armement au monde, a été reçu par le Président turkmène. Bien que les relations avec le Tadjikistan et le Kirghizistan soient moins avancées, l'Italie entretient d'excellents rapports avec ces deux États et entend les approfondir, notamment par sa participation à des projets d'infrastructure comme le barrage de Rogun, au Tadjikistan.

Dans un tel contexte, la présence de l'Italie à Astana au printemps 2025 n'avait rien de surprenant. A cette occasion, huit accords ont été signés avec l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, pour un montant total de 7 milliards de dollars, dans les secteurs du pétrole et du gaz, des énergies renouvelables et de la gestion de l'eau, un enjeu majeur dans une région confrontée à de graves pénuries. C'est par cette approche que l'Italie s'impose comme un interlocuteur privilégié, au sein de l'Europe, pour les pays d'Asie centrale. En restant cohérente avec l'initiative *Global Gateway*, elle ouvre non seulement la voie à une action européenne coordonnée, mais se place aussi en première ligne dans plusieurs secteurs tactiques.

Le pari centrasiatique de Rome

L'Italie entend donc se positionner comme un maillon essentiel entre l'Europe et l'Asie, en capitalisant sur son partenariat historique avec le Kazakhstan et sur la volonté clairement affichée par Giorgia Meloni de faire de son pays un pionnier européen dans les dynamiques stratégiques du commerce et des échanges de ressources naturelles.

Cette ambition se heurte néanmoins à plusieurs réalités qu'il est impossible d'ignorer. D'abord, les capacités économiques et diplomatiques de l'Italie demeurent modestes. Si Rome peut s'appuyer sur une relation solide et de confiance avec Astana, cela ne suffit pas à en faire un acteur de premier plan capable de rivaliser avec la Chine ou les États-Unis dans la région.

Par ailleurs, l'engagement italien en Asie centrale intervient à un moment diplomatique délicat. Depuis 2022, Rome demeure un membre résolu du front européen opposé au Kremlin, et ses initiatives diplomatiques actuelles en Asie centrale reflètent cet engagement.

Toutefois, certaines composantes de la classe politique italienne ont historiquement entretenu des liens étroits avec Moscou. Cette ambivalence, héritée notamment de l'ère Berlusconi et maintenue par certains segments de la droite actuelle, ne remet pas en cause l'alignement de l'Italie sur Bruxelles, mais elle ajoute une dimension de complexité à sa crédibilité dans une région qui entretient encore des liens étroits avec la Russie.

Enfin, la question des droits humains reste sensible. Plusieurs États d'Asie centrale comptent parmi les régimes les plus autoritaires de l'espace eurasiatique, exposant Rome au risque de contradictions entre ses intérêts stratégiques et les principes démocratiques qu'il affirme défendre. L'Italie évolue donc dans un paysage diplomatique exigeant, où les opportunités économiques et les impératifs politiques se croisent sans toujours converger.

Alors que le partenariat avec le Kazakhstan, fondé sur l'énergie et les combustibles fossiles, a été patiemment tissé et renforcé au fil du temps, l'Italie doit surmonter plusieurs défis internes et externes pour assumer le rôle moteur qu'elle souhaite jouer dans la région. Il est toutefois permis d'affirmer qu'elle a acquis une position privilégiée au sein de l'UE. En accordant l'attention nécessaire aux équilibres stratégiques, en misant sur des partenariats transversaux et en s'engageant dans un dialogue multilatéral et ouvert avec les cinq pays d'Asie centrale et avec ses autres partenaires européens, l'Italie peut jouer un rôle plus significatif dans cette recomposition. Si l'Asie centrale a longtemps été un pont entre les mondes, l'Italie espère désormais en devenir l'un des piliers essentiels.

Une chose est certaine, l'Asie centrale n'a jamais occupé une place aussi *centrale* dans la politique étrangère de Rome qu'aujourd'hui.

Bibliographie :

Filippo Costa Buranelli, "L'Italia e l'Asia centrale intensificano le loro relazioni", *ISPI*, 29 mai 2025.

Francesco De Palo, "La visione dell'Italia per l'Asia Centrale. Il viaggio strategico di Meloni", *Formiche.net*, 28 mai 2025.

"The Astana Summit: Analyzing Italy's growing engagement with Central Asia", *FutureUAE*, 23 juin 2025.

Chiara Battaglini, "[La diplomazia del governo Meloni in Asia centrale](#)", *Il Caffè Geopolitico*, 20 juin 2025.

Francesco Iovine, "L'Italia in Asia Centrale", *Opinio Juris*, 3 juillet 2025.

Davide Cancarini, "Italy raises the bar in Central Asia — What to expect from Giorgia Meloni's visit", *The Times of Central Asia*, 20 mai 2025

Vignette : Giorgia Meloni lors du Forum international d'Astana, 31 mai 2025 (Copyright : Blog de Giorgia Meloni).

* Valentina Trevisan est étudiante italienne en master à l'INALCO. Spécialisée sur l'Asie orientale, elle consacre ses travaux aux affaires internationales, à la géopolitique et aux droits humains.

date créée

08/06/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Valentina Trevisan*